



REGLEMENT DE LA CONSULTATION (Pièce 0)

COMMUNE DE CABRIERES D'AVIGNON
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

PROGRAMME DE TRAVAUX DE REFECTION DE VOIRIE 2018-2019

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES : LE 28 SEPTEMBRE 2018 A 12 HEURES

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION	1
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	1
2.1. ETENDUE DE LA CONSULTATION	1
2.2. DECOMPOSITION EN LOTS	1
2.3. FRACTIONNEMENT DU MARCHE – SUITES ENVISAGEES	1
2.4. COMPLEMENTS OU MODIFICATIONS A APPORTER AU C.C.T.P.	1
2.5. VARIANTES ET OPTIONS	1
2.6. DELAI D'EXECUTION	2
2.7. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	2
2.8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	2
2.9. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS ET METHODES EXPOSES DANS LES PROPOSITIONS	2
2.10. MODE DE REGLEMENT DU MARCHE	2
2.11. FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES EVENTUELS	2
3. PRESENTATION DES OFFRES	3
3.1. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	3
3.2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION FOURNI AU CANDIDAT	3
3.3. CONSTITUTION DU DOSSIER D'OFFRE A REMETTRE PAR CHAQUE CANDIDAT	4
4. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	6
4.1. ANALYSE DES CANDIDATURES	6
4.2. JUGEMENT DES OFFRES	6
4.2.1. Notation du critère « prix des prestations »	6
4.2.2. Notation du critère « valeur technique »	7
4.2.3. Note finale	7
4.2.4. Discordance à l'intérieur d'une offre de prix	8
4.2.5. Négociation	8
5. PRESENTATION ET CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	9
5.1. TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	9
5.2. TRANSMISSION SOUS SUPPORT ELECTRONIQUE	9
6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
6.1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	10
6.2. VISITE SUR SITE	10

1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux de **REFECTION DE VOIRIE 2018-2019 SUR LA COMMUNE DE CABRIERES D'AVIGNON**.

A titre indicatif, on peut prévoir que les travaux commenceront en Octobre 2018.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente Consultation s'inscrit dans une procédure **adaptée**. Elle est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.2. DECOMPOSITION EN LOTS

Sans objet.

2.3. FRACTIONNEMENT DU MARCHÉ – SUITES ENVISAGEES

Le marché comporte une tranche unique.

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables de l'article 30-I.7 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché. Les conditions d'exécution de ce nouveau marché seront précisées au C.C.A.P.

2.4. COMPLEMENTS OU MODIFICATIONS A APPORTER AU C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments, ni de modifications à ce document.

2.5. VARIANTES ET OPTIONS

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme à la solution de base. Les variantes ne seront pas prises en considération.

2.6. DELAI D'EXECUTION

Ce(s) délai(s) est (sont) précisé(s) à l'article 3 de l'acte d'engagement.

2.7. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 4 (QUATRE) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au Dossier de Consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 (cent-vingt) jours à compter de la date limite de remise des offres, sauf prolongation éventuelle de cette durée que le candidat pourrait consentir à la demande du Maître de l'Ouvrage.

2.9. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS ET METHODES EXPOSES DANS LES PROPOSITIONS

Les propositions présentées par les Opérateurs économiques non retenus à l'issue de l'appel d'offres demeurent leur propriété intellectuelle.

2.10. MODE DE REGLEMENT DU MARCHE

Le mode de règlement du marché sera le paiement par mandat administratif.

2.11. FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES EVENTUELS

Les opérateurs économiques doivent se conformer, pour tout groupement éventuel, aux précisions apportées sur ce point dans l'avis d'appel à la concurrence.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur après attribution est un groupement solidaire ou un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Cependant, conformément à l'article 45II du décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur n'impose aucune forme juridique déterminée après l'attribution du marché public dans la mesure où cela n'est pas nécessaire à sa bonne exécution.

Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements,

Le mandataire étant nominativement désigné dans l'Acte d'Engagement. A défaut de cette désignation, l'opérateur économique énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire.

3. PRESENTATION DES OFFRES

3.1. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Opérateurs Economiques est remis gratuitement à tout opérateur économique après demande à l'adresse suivante :

www.cabrieres-davignon.fr

Nota : onglet "la mairie à votre service" puis rubrique "Marchés Publics" et enfin onglet "DCE".

3.2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION FOURNI AU CANDIDAT

Le dossier de consultation fourni au candidat comprend les documents suivants :

- Règlement de la Consultation
- Acte d'Engagement
- Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Bordereau des Prix Unitaires
- Détail Quantitatif Estimatif
- Plans

3.3. CONSTITUTION DU DOSSIER D'OFFRE A REMETTRE PAR CHAQUE CANDIDAT

Les offres seront rédigées en langue Française et comprendront les documents suivants :

A – Documents relatifs à la « candidature »

Situation juridique - références requises

1. **Lettre de candidature** et habilitation du mandataire par ses cotraitants (Modèle DC1 ou papier libre),
2. **Déclaration du candidat** (Modèle DC2)
3. La **copie du ou des jugements** prononcés si le candidat est en redressement judiciaire
4. La **déclaration sur l'honneur dûment datée et signée** du candidat justifiant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de l'article 38 de l'ordonnance du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Capacité économique - Références requises

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises

1. Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
2. Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.
3. Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
4. Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché.
5. Certificats de Qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant l'opérateur économique que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur ainsi qu'un engagement écrit de celui-ci.

Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution du marché :

- Pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du Travail ou DC 6,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou conformément aux dispositions de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et de l'article 51 du décret du 25 mars 2016.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

B - Documents relatifs à l' « offre »

Les offres seront rédigées en langue Française et comprendront les pièces particulières énumérées à l'article 2(a) du C.C.A.P, à savoir :

- Acte d'Engagement
- Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Bordereau des Prix Unitaires
- Détail Quantitatif Estimatif
- Mémoire justificatif daté et signé ayant valeur contractuelle faisant ressortir les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Ce document devra notamment faire apparaître :
 - les moyens matériels affectés au chantier,
 - les moyens humains (avec détail des équipes) affectés au chantier,
 - les dispositions prises en matière de sécurité du chantier,
 - les dispositions prises en matière de gestion environnementale du chantier,
 - l'organisation de la qualité et des contrôles,
 - les fiches techniques concernant les principales fournitures et matériaux utilisés,
 - les détails du planning (avec indication des cadences envisagées) en respectant les délais indiqués dans l'acte d'engagement,
 - la méthodologie détaillée d'exécution envisagée.

4. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

4.1. ANALYSE DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues à l'article 55 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics. Sous réserve de la conformité administrative du dossier de candidature, aux regards des articles 44, 48, 50 et du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont les garanties et capacités professionnelles, techniques et financières.

4.2. JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 59, 60, 62, 63 et 64 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics. Sur la base de critères ci-dessous énoncés, le représentant du pouvoir adjudicateur, choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'offre sera rejetée (et donc non analysée) dans les cas suivants :

- Absence de l'acte d'engagement,
- Absence du bordereau des prix,
- Absence du mémoire technique.

Critère de jugement des offres	Coefficient de pondération
Prix des prestations	60%
Valeur technique (au vu du mémoire technique)	40%

Seront exclues de la notation, les offres jugées irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément à l'article 53 de l'ordonnance n° 2015-899 et des articles 59 et 60 du décret n° 2016-360

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

4.2.1. Notation du critère « prix des prestations »

La note maximale de 20 sera attribuée à la meilleure offre puis affectée du coefficient de pondération. Les autres offres seront notées proportionnellement à la meilleure :

$$Nf = (20 \times (\text{valeur de la meilleure offre} / \text{valeur de l'offre})) \times 60\%$$

4.2.2. Notation du critère « valeur technique »

Le critère valeur technique sera apprécié au travers du mémoire technique comprenant les valeurs d'appréciation telles que définies à l'article 3.1.2. Chacun des sous-critères techniques sera évalué et noté comme suit :

- Absent ou inappropriée = 0 point
- Passable = 1 point
- Moyen = 2 points
- Satisfaisant = 3 points
- Très satisfaisant = 4 points

De plus, un coefficient de pondération sera appliqué à chacun des sous-critères composant la valeur technique comme suit :

Sous-critères	Coefficient de pondération
✓ Méthodologie détaillée d'exécution compte tenu du CCTP et du contexte local	30%
✓ Moyens humains (avec détail des équipes) et matériels affectés au chantier	15%
✓ Fiches techniques concernant les principales fournitures et matériaux utilisés, cohérence avec le CCTP	10%
✓ Dispositions prises en matière de sécurité du chantier	10%
✓ Dispositions prises en matière de gestion environnementale du chantier	10%
✓ Organisation de la qualité et des contrôles	10%
✓ Planning (avec cadences envisagées), cohérence avec les délais fixés dans l'acte d'engagement	15%

Le total des sous-critères pondérés sera ramené à une note sur 20 qui servira à l'affectation de la note globale pondérée de la valeur technique :

$$N_t = (20 \times (\text{valeur de l'offre} / \text{valeur de la meilleure offre})) \times 40\%$$

Le mémoire technique, daté et signé, a valeur contractuelle d'engagement.

4.2.3. Note finale

Les résultats obtenus seront additionnés pour donner la note finale qui sera donc calculée de la manière suivante :

$$N = N_f + N_t$$

Le candidat qui aura obtenu la plus forte note sera retenu pour la réalisation de la mission.

4.2.4. Discordance à l'intérieur d'une offre de prix

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'opérateur économique concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

4.2.5. Négociation

Le pouvoir adjudicateur prévoit de négocier avec les candidats (au moins les 2 candidats les mieux classés) par voie orale et par écrit dans le respect du principe d'égalité de traitement. Il se réserve cependant le droit de renoncer à la négociation s'il estime que cela n'est pas nécessaire.

Si la négociation a lieu, les candidats pourront être reçus au préalable pour une audition individuelle qui portera sur les caractéristiques du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

A compter de la date de son audition, le candidat disposera d'un délai de 3 jours calendaires pour remettre à la personne publique (soit par remise directe contre récépissé, soit par courrier avec accusé de réception) une nouvelle offre.

A l'occasion de la négociation, le pouvoir adjudicateur pourra se faire assister des personnes compétentes de son choix.

5. PRESENTATION ET CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

5.1. TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER

Les offres seront présentées sous pli cacheté comportant 1 enveloppe. Ce pli portera l'adresse suivante :

Mairie de CABRIERES D'AVIGNON
Hôtel de Ville
Cours Jean Giono
84220 CABRIERES D'AVIGNON

avec la mention : « **Programme de travaux de réfection de voirie 2018-2019** »

« NE PAS OUVRIR AVANT LA DATE DE DEPOUILLEMENT DES OFFRES »

Il devra être remis contre récépissé à la mairie de Cabrières d'Avignon avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement, ou, s'il est envoyé par la poste, devra l'être à cette même adresse, par pli recommandé avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites.

Le pli contiendra les documents relatifs à la candidature et à l'offre demandés aux articles 3.3.A et 3.3.B du présent document.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

5.2. TRANSMISSION SOUS SUPPORT ELECTRONIQUE

Les candidats ne sont pas autorisés à transmettre leur offre par voie électronique.

6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6.1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

- M. le Directeur Général de Services de la Ville de Cabrières d'Avignon pour les questions administratives (tél : 04.90.76.92.04),
- ARTELIA Ville et Transport – Agence du Pontet pour les questions techniques, (04.90.03.24.72 ou olivier.mozol@arteliagroup.com).

Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

6.2. VISITE SUR SITE

Sans objet.

oOo